



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 76

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Roux, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Bruno Le Roux. Monsieur le Premier ministre, je souhaite vous interroger sur une question essentielle pour les Français, celle de leur pouvoir d'achat. C'était l'engagement principal du Président de la République pendant la campagne présidentielle.

M. Bernard Roman. Mais c'est oublié !

M. Bruno Le Roux. Or 85 % des Français estiment aujourd'hui que leur pouvoir d'achat se dégrade. Ces dernières semaines ont d'ailleurs fait apparaître un fossé entre ce juste sentiment et vos déclarations, qui nient la réalité. Celles-ci inquiètent tous les salariés, mais aussi tous les retraités, dont les plus modestes sont en cette fin d'année dans une situation financière très difficile.

Monsieur le Premier ministre, avez-vous bien conscience que les prix des fruits, des légumes et du pain ont augmenté de plus de 10 % ? (*" Non ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Avez-vous bien conscience que le prix de la viande a augmenté de plus de 18 % ? Avez-vous bien conscience que le prix du gazole a augmenté de plus de 43 %, avec un litre d'essence à dix francs aujourd'hui ? Avez-vous bien conscience que les familles ont vu augmenter tous leurs postes de dépenses, notamment les dépenses de logement ?

En dépit de cette réalité, vous refusez les hausses de salaires, alors qu'elles seraient possibles et utiles. Vous refusez toutes les mesures qui augmenteraient le pouvoir d'achat des petites retraites, reniant ainsi vos engagements de campagne de les augmenter de 25 %. (*" Voilà la réalité ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Vous refusez la revalorisation de la prime pour l'emploi.

Pis, vous mettez en place de nouvelles taxes injustes, comme les franchises médicales, qui amputeront encore le pouvoir d'achat des salariés les plus modestes et des retraités. (*" Scandaleux ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*) Avec ces franchises, ils commenceront à payer les 15 milliards d'euros de cadeaux que vous avez faits aux plus riches. (*" Voilà la réalité ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. Lucien Degauchy. On l'attendait, celle-là !

M. Bruno Le Roux. Aujourd'hui vous nous proposez comme seule réponse le chant des sirènes libérales, l'ode à la concurrence. J'ai ainsi entendu ce matin Mme la ministre de l'économie envisager, pour compenser la baisse du pouvoir d'achat, un accès plus facile au crédit à la consommation, proposition irrespectueuse pour ceux qui souffrent. (*" Indigne ! Irrresponsable ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Vous nous préparez pour demain une hausse de la TVA de cinq points. Toutes ces mesures, monsieur le Premier ministre, renforceront les inégalités.

Ma question est simple : si vous ne souhaitez pas incarner le gouvernement de l'impuissance, alors que vous êtes déjà celui de l'injustice, allez-vous prendre enfin des mesures concrètes pour garantir et augmenter le pouvoir d'achat des salariés et des retraités ?

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur.

(*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche*

démocrate et républicaine.)

M. François Hollande. C'est le Premier ministre que nous interrogeons !

M. Patrick Roy. Le Premier ministre ne s'intéresse pas au pouvoir d'achat !

M. Albert Facon. *De minimis non curat praetor !*

M. Hervé Novelli, *secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur*. Vous avez raison, monsieur Le Roux, de poser la question du pouvoir d'achat, sur laquelle le Président de la République a mis l'accent pendant toute sa campagne et ensuite.

M. François Hollande. On ne parle pas de la campagne, on parle de maintenant !

M. le secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur. C'est justement la raison pour laquelle se tient en ce moment même une conférence sur l'emploi et le pouvoir d'achat, ce qui explique l'absence de Christine Lagarde.

M. Maxime Gremetz. Elle prend ses ordres auprès du MEDEF !

M. le secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur. Le Gouvernement s'est engagé dans deux voies pour restaurer un pouvoir d'achat qui a été d'une certaine façon amoindri.

M. Bruno Le Roux. Par qui ?

M. le secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur. Il ne vous a pas échappé que, dès cet été, il a fait adopter une loi en faveur du travail et du pouvoir d'achat. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. Patrick Roy. Le pouvoir d'achat des riches !

M. le secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur. Cette loi, en exonérant de l'impôt sur le revenu les heures supplémentaires et en réduisant les charges qui pèsent sur elles, va permettre de libérer le travail. ("*C'est faux !*" *sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*) Nous augmenterons donc le pouvoir d'achat par l'augmentation du travail. Voilà pour la première voie.

M. Bernard Roman. Ce sont les patrons qui décident des heures supplémentaires !

M. Albert Facon. C'est la loi du seigneur !

M. le secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur. Deuxièmement, nous augmenterons le pouvoir d'achat par l'intensification de la concurrence, qui permet la baisse des prix, dans la distribution, dans la banque, chez les opérateurs de communications électroniques.

M. Patrick Roy. Alors pourquoi tous leurs tarifs augmentent ?

M. Bernard Roman. Favoriser les oligopoles n'a jamais fait baisser les prix, au contraire !

M. le secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur. Mesdames et messieurs les députés, si le Gouvernement doit aujourd'hui s'attaquer à ce problème de pouvoir d'achat, c'est tout simplement parce que, dès les années 2000, l'application de la loi sur les 35 heures (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) ...

M. Albert Facon. Ça faisait longtemps !

M. Patrick Roy. Quand la droite invoque les 35 heures, c'est mauvais signe !

M. le secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur. ... a généré une stagnation des salaires provoquant une stagnation du pouvoir d'achat : voilà la réalité. Nous allons rendre le pouvoir d'achat que vous avez confisqué en l'an 2000. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.- Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. Patrick Roy. M. Novelli ne fait jamais les courses !

Données clés

Auteur : [M. Bruno Le Roux](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 76

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Entreprises et commerce extérieur

Ministère attributaire : Entreprises et commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 octobre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 octobre 2007